

L'AGITATION F.L.N. ET O.A.S. EN MÉTROPOLE ET EN ALGÉRIE

A ORAN, DU « VILLAGE NÈGRE » AU CENTRE DE LA VILLE NOUVELLES MANIFESTATIONS D'ALGÉRIENS contre le couvre-feu dans la région parisienne

Oran, 19 octobre. — Un vent léger souffle sous les toits et gonfle un instant la robe blanche et légère d'une petite fille. Derrière nous, les prières s'élevaient dans la petite mosquée. Aux tables voisines, les verres de thé d'où dépassaient les feuilles de menthe savaient fumer doucement.

Nous sommes au cœur de la ville nouvelle, ce « village nègre » où naissent les manifestations musulmanes place Sidi-Bel-Mel. Sur les murs de la mosquée de grandes inscriptions en français et en arabe proclament « Vive le F.L.N. ». Pas un uniforme d'horizon, pas un Européen non plus.

Merveilleuse petite place, seraine dans la tourmente oranaise. Notre guide affirme qu'en temps normal on ne trouverait pas une chose libre place Sidi-Bel-Mel. Si n'y a pas plus de monde aujourd'hui, dit-il, c'est précisément à cause des incidents.

Pourtant le climat est bien différent de celui où baignaient quelques heures plus tôt la place Hoche, la rue de la Bastille, tout ce quartier où l'on comptait encore mercredi des morts et des blessés, et où le service d'ordre, à fini par établir — tardivement peut-être, mais avec rigueur — un étroit bouclage.

Il est vrai que le voyage jusqu'à la ville nouvelle n'a pas été tout à fait sans problème. Le chauffeur de taxi européen à qui nous nous adressons d'abord hésite, tente de nous dissuader de poursuivre un tel projet, refuse en tout cas d'approcher du quartier car, dit-il, il tient à la vie. Il nous conseille finalement de nous adresser à un conducteur musulman. Celui-ci, une fois déclinée notre identité, s'offre effectivement à nous conduire. « Au « village nègre », dit-il, avec moi vous pouvez venir. Ça va. Mais vous me demanderiez de vous conduire place des Victoires, je n'irais pas. »

Pendant près de deux heures nous allons ici au long des étroites,uelles encombrées, là à travers les marchés, pour suivre ensuite, d'une usine à l'autre, les longues artères poussiéreuses qui traversent les quartiers trop célèbres depuis quelques mois de Lamur, Del-Monte, Bel-Air, Petit-Lac, Montplaisant.

De notre envoyé spécial
ALAIN JACOB

A aucun moment nous n'avons le sentiment, sans doute grâce à la protection que nous veut notre chauffeur, de courir le moindre risque. Les visages ne sont nullement menaçants. D'une étape à l'autre, notre guide exprime sur les unités des services d'ordre rencontrées des opinions diverses : les soldats sont qualifiés de corrects, les C.R.S. de métropole également, mais non ceux de recrutement local à qui les musulmans adressent tous les reproches.

Un périlleux commerce

Le vieux commerçant musulman qui, à la tombée de la nuit, nous reçoit dans son magasin, se désole de tout cela. Il est remarquablement renseigné sur les événements de la journée, et, comme je m'étonne devant lui que des Arabes se soient aventurés ce matin dans le quartier où quatre des leurs la veille ont été lynchés à mort, il observe avec réalisme : « Que voulez-vous, monsieur, il faut bien travailler quand on a toute une maison à nourrir. Ce sont des marchands de légumes qui ont leur commerce de ce côté. Ils y vont au péril de leur vie, mais ils y vont. »

Depuis le temps du gouverneur Chataigneau, notre interlocuteur a suivi de près les méandres de la politique algérienne. Comme bien d'autres à Oran il a signé en 1955 cette adresse à M. Mitterrand, alors ministre de l'intérieur, où il n'était question que de fraternité. Il ne met guère en doute aujourd'hui l'autorité du G.P.R.A. sur ses compatriotes. Quelle confiance dans ses propos, quelle confiance dans l'avenir, — un avenir peut-être douloureux, mais dont il ne se lasse pas de parler avec une telle conviction.

C'est peut-être là le plus frappant de la situation actuelle à Oran : d'une communauté à l'autre, on ne vit pas dans la même monde. Morts, battus, pourchassés, l'ouvrier musulman n'attend plus du lendemain que la consécration de sa victoire. Maître

du pavé, de la rue, le chauffeur de taxi européen est persuadé qu'il n'a pas encore vu le pire et l'O.A.S. lui répète qu'il ne trouvera le salut qu'en rejoignant ses rangs. De là sa violence, son exaspération, l'absence totale de sang-froid, de bon sens même, avec laquelle il apprécie l'événement.

Un placement pour l'avenir ?

« Ils nous tuent des gens tous les jours, nous dit l'un d'eux. Il fallait bien qu'on réponde, c'est naturel. Vous ne voulez pas qu'on se laisse tuer... Regardez maintenant à Paris, vous vous rendez compte, ils défilent à l'Opéra... »

— Mais il y a eu plus de dix mille arrestations.

— On les arrête, et puis on va les renvoyer ici pour recommencer. C'est simple, on devrait les liquider, et puis il n'y aurait plus de problème... »

Des paroles aux actes, il existe certes un abîme, y compris à Oran, dans cette ville enlevée où les états-majors activistes eux-mêmes ne reconnaissent plus les musulmans. Mais quel langage tenir à cet interlocuteur ? Que lui dire d'une réconciliation à laquelle il ne croit pas, d'un avenir dont il n'attend que d'autres massacres, d'une Algérie « algérienne » dont il se sent exclu ?

Avec véhémence, il jure que les Français abandonneront pas l'Algérie et dresse l'inventaire des catéchismes nationaux qui surviendraient à son avis dans le cas contraire. « Et puis, on ne se laissera pas faire », ajoute-t-il pour écarter encore l'acceptable éventualité.

Menaces, violences verbales, croit-il vraiment qu'un miracle peut encore sauver son « Algérie française » ? Ou de faire ainsi entendre sa voix lui paraît-il en quelque sorte un placement pour l'avenir et le meilleur moyen d'obtenir qu'en définitive on voit en ses compatriotes, comme en d'autres rebelles, des interlocuteurs valables ?

(1) Tronc : pour tronc-de-figuier, l'un des termes par lesquels le jargon « pied-noir » désigne les Arabes.

L'AGITATION MUSULMANE EN MÉTROPOLE

(Suite de la première page.)

A gauche, et dans les syndicats ouvriers comme dans de nombreuses organisations et certains partis, l'interprétation est évidemment tout autre. Ce sont, dit-on, les brutalités, les vexations, la répression qui engendrent l'agitation ; le sort fait aux travailleurs musulmans de la métropole, aggravé par les récentes mesures contre lesquelles ils protestent de leur côté tous les élus musulmans, y compris les plus hostiles à la rébellion, comme M. Djebbour, ne pouvait que créer l'irréductible.

Pour le centre gauche, la décision du F.L.N. d'organiser des manifestations à Paris est une faute politique, comme le terrorisme aveugle qu'il pratique est un crime qui insulte l'avenir. A l'extrême gauche au contraire la « persécution » et la répression engendrent, selon une logique implacable, le terrorisme et la violence, alors que la rébellion fait preuve de sang-froid et de maturité politique en donnant un autre exutoire que les attentats à la volonté d'action et de protestation des Algériens de France.

Les deux courants se rencontrent toutefois pour aboutir à une même conclusion, qui est celle du Populaire comme de l'Humanité, de la C.F.T.C. comme du P.S.U. : il faut arrêter la guerre d'Algérie.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

« TERRORISME ALGÉRIEN EN MÉTROPOLE. — M. Aissa Dekkar, cinquante ans, propriétaire du restaurant Pascal, à Marignac, a été trouvé mort dans un petit bois près du hameau de Puységur, à quelques kilomètres au nord d'Albi, assassiné par des coupeurs et de voleurs. Selon les enquêteurs il s'agissait d'un règlement de comptes politique. Le règlement a été connu dans la région, avait tenu un certain temps les fonctions de trésorier du comité fondé en vue de l'édification d'une mosquée à Marignac. »

Le cadavre d'un autre Algérien a été découvert par des chasseurs près de Marignac. Originaire de Sétif, M. Salam Benaloha a été tué de plusieurs balles de revolver.

« MANIFESTATION A LA PRISON DE BESANCON. — Tandis qu'à Paris se déroulait la manifestation du F.L.N., les Algériens détenus à la prison de la Butte, à Besançon, ont provoqué quelques incidents mardi à l'heure du dîner. Après avoir brisé les assiettes ils organisaient un chahut qui dura près d'une heure. »

DEUX MORTS A COLOMBES

Le F.L.N. a voulu rééditer, mercredi soir la manifestation de masse qu'il avait organisée et réussie la veille, pour protester contre le couvre-feu imposé à partir de 20 heures aux musulmans. Ce fut cette fois, estime la préfecture de police, un échec. Les nationalistes algériens n'ont pas mobilisé plus de quatre mille à cinq mille hommes, et ceux-ci n'ont jamais pu parvenir à pénétrer en nombre important dans le centre de la capitale. Au dispositif de sécurité de la veille étaient venus s'ajouter le renfort des C.R.S. appelés hier de province.

Des forces de police continuaient de surveiller les bouches de métro, telle qu'Etoile, Opéra, etc., des cars sillonnaient les rues, tandis qu'au pont

Le F.L.N. avait diffusé toute la journée de mardi, des tracts appelant les musulmans à se rassembler une fois de plus dans le centre de Paris.

Dès 18 heures, des groupes de jeunes Algériens, venant pour la plupart de banlieue, empruntaient certaines lignes de métro et des autobus en direction du centre de Paris. Ils étaient aussitôt interpellés et conduits dans des cars de police et des autobus de la R.A.T.P. vers la porte de Versailles.

C'est ainsi qu'environ soixante-quinze manifestants étaient appréhendés place de la République, une cinquantaine à Saint-Michel, une soixantaine à la gare du Nord. Certains des musulmans venaient de la lointaine banlieue, notamment de Creil. Au métro Etoile, une centaine d'hommes devaient descendre pour se laisser aussitôt appréhender.

Dans la banlieue ouest

C'est dans la banlieue ouest et après l'heure du couvre-feu que des rassemblements importants devaient se produire.

Vers 20 h. 30, on pouvait voir à Nanterre, boulevard Charles-de-Gaulle, une file de 1 500 hommes qui s'étiraient, visiblement sans enthousiasme, sur le trottoir sur une longueur de 500 à 600 mètres. Les Algériens se dirigeaient vers le rond-point de la Défense en criant : « Algérie-musulmane ! » et « Algérie algérienne ! ». Boulevard National, ils s'arrêtèrent un long moment pour se concerter et recevoir, semble-t-il, les consignes de leurs dirigeants.

de Neuilly un important barrage interdisait aux Algériens de franchir.

Dans Paris ce furent seulement des éléments épars qui réussirent à s'infiltrer, à Saint-Michel, à la République, avenue Kléber, à l'Etoile, et qui se laissèrent appréhender sans résistance. De même des groupes ont été neutralisés sans difficulté aux Ternes, à Sèvres-Leclerc, place Clichy.

La seule agitation relativement importante se produisit dans la banlieue ouest de Paris, dans les communes situées autour du rond-point de la Défense. Les musulmans descendaient l'avenue Henri-Barbuse, à Colombes, lorsque l'un d'eux brandit un revolver à barillet vers les policiers. La riposte des agents a fait deux morts parmi les manifestants.

Dans un communiqué, la préfecture de police a donné cette précision : « Mille à mille cinq cents Algériens qui, pressés et contraints de se rassembler, essayaient de se dérober aux consignes reçues, ont été poursuivis par des meneurs à coups de bâton. »

D'autres groupes, plus ou moins importants, circulaient à Suresnes, à Colombes, à Courbevoie et à Argenteuil. Quelques heurts sérieux se sont produits entre manifestants et forces de l'ordre : vers 21 h. 30, à Nanterre, une Simca occupée par des Algériens a ouvert le feu sur des agents. Aucun n'a été atteint.

Le groupe le plus important, qui avait circulé longtemps dans les rues de Nanterre et de La Garenne, avait été disloqué par le service d'ordre et ne comprenait plus que deux cents manifestants lorsqu'on apprit, vers 22 heures, que ceux-ci se dirigeaient vers le commissariat de Nanterre. Ils n'en étaient plus qu'à une distance de 50 mètres quand survint une compagnie de C.R.S., qui réussit à les disperser. De même, à Colombes, deux à trois cents Algériens se heurtèrent, avenue Henri-Barbuse, à un barrage de police. Dans le groupe de tête un manifestant, nommé Afour Belkacem, âgé de trente ans, demeurant 225, rue Colbert, à Colombes, menaçait d'un revolver à barillet les agents, qui ouvrirent le feu sur lui. L'homme fut tué. Un de ses camarades, Abdelkader Bennehar, quarante-deux ans, demeurant 3, rue Poincaré, à Asnières, fut mortellement atteint par les projectiles.

Les interpellations de petits groupes de musulmans errant dans

Attentats activistes en province

● MARSEILLE : vitres brisées.

Une bombe, dont on ignore la nature, a fait explosion jeudi matin peu après 3 heures devant la porte d'entrée d'un immeuble, 43, boulevard Longchamp à Marseille. Des vitres d'immeubles voisins ont été brisées et les carrosseries de voitures en stationnement ont été endommagées.

● TOULON : forte explosion devant le domicile du frère d'un militant U.N.R.

(De notre correspond. particulier.)

Toulon, 19 octobre. — A 1 h. 10 dans la nuit de mercredi à jeudi un attentat au plastique a été commis contre le garage de M. Roland Grisoni, situé à l'entrée du pont du Las, nouveau quartier résidentiel construit sur les terrains des anciens remparts. Il a causé des dégâts importants à des voitures et dans tout le voisinage les vitres ont été brisées.

Il semble que les plastiqueurs se soient trompés d'adresse. C'est certainement le frère du garagiste, M. Louis Grisoni, qu'ils visaient. Militant responsable de l'U.N.R., M. Louis Grisoni, qui se présente à toutes les élections avec l'étiquette gaulliste, est très connu dans la ville.

L'inscription suivante a été tracée à la craie sur un transformateur situé face au garage plastiqué : « O.A.S. réseau Bayard ! »

C'est la troisième explosion qui a lieu dans la région toulonnaise depuis quelques mois.

Quinze activistes arrêtés à Nîmes

(De notre correspond. particulier.)

Montpellier, 19 octobre. — Des opérations de police contre les activités de l'O.A.S. ont été déclenchées à Nîmes et dans sa banlieue.

SALLE BONAPARTE

67, rue Bonaparte (6^e)

ACHAT - VENTE

Meubles anciens et occasions
Tableaux, Livres, Bibelots, etc.
Tous les jours, matin

Danton 32-00

QUATRE ATTENTATS A LA GRENADE A ALGER

Trois morts - Seize blessés

Alger, 19 octobre (A.F.P., U.P.I.). — Quatre attentats à la grenade ont été commis mercredi après-midi dans l'agglomération algérienne. Ils ont fait trois morts et seize blessés.

« Place Randon une grenade a été lancée en direction d'un poste militaire. L'engin a ricoché sur le mur et explosé dans la rue. Un passant musulman a été tué et huit autres blessés. »

« Rue Bruce, dans la Basse-Casbah, un terroriste a lancé une autre grenade, qui a blessé un musulman. »

« Enfin une grenade a explosé sur le boulevard du champ de manœuvres. Un Européen, M. François Montarier, a été tué. Six autres personnes, dont un musulman, ont été blessés. »

« A Maison-Carrée un terroriste a lancé une grenade dans le Café de la Poste. Deux Européens ont été grièvement blessés. L'un d'eux est mort quelques heures plus tard. Le terroriste a été arrêté. »

Un musulman circulant après le couvre-feu dans le quartier de la Grande-Piste a été tué dans la nuit de mercredi à jeudi par une patrouille, alors qu'il tentait de s'enfuir sans répondre aux sommations.

Embuscade près de Ménerville

Une patrouille militaire est tombée mardi soir dans une embuscade près de Ménerville, dans la région d'Alger. Deux soldats ont été blessés.

machines à dactyler



de l'enregistreur de poche
à l'équipement d'un central
dactylographique.

ASSMANN | RIGORD | GRUNDIG | MINIPHON | OLYMPIA

PHILIPS | POLYDICT | TELEFUNKEN | UNER etc.

Si vous êtes un homme d'affaires dynamique...

Si vous êtes un commerçant avisé...

Si vous voulez que votre entreprise prospère...

Si vous employez deux collaborateurs...

Si vous en employez mille...

Si vous voulez que votre entreprise fasse un bond en avant...

Si la plus vaste confrontation mondiale de matériels de bureau.

salon international de l'équipement de bureau



LES RÉACTIONS APRÈS LES MANIFESTATIONS MUSULMANES A PARIS

Plusieurs partis, syndicats et associations s'inquiètent de l'enchaînement des violences

Les manifestations de musulmans algériens donnent lieu à de nombreuses prises de position de partis politiques et organisations syndicales et associations.

● **LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE**, commentant cet « événement politique d'une importance exceptionnelle », écrit notamment : « Le pouvoir gaulliste semble tout faire pour que s'élargisse encore le fossé creusé entre Français et Algériens par sept ans de guerre. Il tend, en favorisant la discrimination et la haine raciales, à rendre la situation des Algériens travaillant en France aussi difficile et dramatique que celle de leurs compatriotes d'Algérie et d'Oran. »

Le bureau politique demande la libération immédiate des emprisonnés et internés du 17 octobre, l'arrêt des expulsions en Algérie et la levée des mesures décidées par le gouvernement.

● **LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U.** estime « scandaleux que les Algériens ne puissent manifester leurs sentiments pacifiquement sans être l'objet d'une répression d'une violence inouïe ». Il réclame la suppression des mesures de couvre-feu et considère comme indispensable que « les Algériens de France puissent se regrouper librement au sein de leurs propres organisations ».

● **LE MOUVEMENT DE LA PAIX** proteste contre « le déclenchement des brutalités policières » et insiste sur « l'urgence nécessaire de la négociation avec le G.P.R.A. ».

● **LE RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ALGÉRIEN**, qui groupe trente-deux parlementaires musulmans, souligne « la différence de comportement à l'égard des événements qui se sont déroulés au même moment à Paris et à Oran, et la facilité avec laquelle est ouvert le feu quand il s'agit de manifestants musulmans ». Il s'élève contre les décisions d'expulsions « alors que des mesures de même nature ne sont pas édictées contre les auteurs d'actes odieux comme les razzias d'Alger et d'Oran ».

● **L'UNION DES SYNDICATS C.G.T. DE LA SEINE** « exige la levée immédiate des mesures prises », et engage les travailleurs parisiens « à exprimer leur solidarité aux travailleurs algériens et à accentuer leur action pour imposer la véritable négociation en vue de la paix en Algérie ».

● **LE BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA C.F.T.C.** lance le même appel en rappelant que « cet enchaînement effroyable de violences qui frappent responsables et innocents sans discernement, est la conséquence d'une guerre qui loin d'humaniser, se fait de jour en jour plus inextinguible ».

● **L'UNION DES SYNDICATS P.O. DE LA RÉGION PARISIENNE** condamne « toutes les mesures de répression collective prises à l'encontre des Algériens de la région parisienne ».

● **LA LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME** « dénonce les déshonorantes exactions racistes qui viennent de se dérouler à Oran », et proteste contre le couvre-feu imposé à Paris aux Français musulmans, « dont la majorité est constituée de paisibles travailleurs ».

● **LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS** demande l'abrogation des « mesures répressives », et proteste contre « les violences et la brutalité inadmissibles dont ont été l'objet les manifestants algériens ».

● **LE COMITÉ MAURICE AUDIN** déplore que les mesures prises par les pouvoirs publics « livrent les Algériens à la brutalité d'une police déchaînée », et évoque

LE PROJET DE CRÉATION D'UNE UNION GAULLISTE PREND CONSISTANCE

Des rumeurs concernant une éventuelle fusion entre les divers courants gaullistes — U.N.R., U.D.T., Comité d'action pour le soutien du général de Gaulle, avaient couru à plusieurs reprises au cours des derniers mois sans qu'aucune décision fût prise.

La dégradation des rapports entre les indépendants et le gouvernement, les hésitations des républicains populaires redonnant consistance à un projet qui aurait pour but de rassembler une majorité réelle et cohérente, capable d'affronter avec succès les prochaines élections anticipées.

Le chef de l'Etat lui-même s'intéresse à la création d'une Union gaulliste, dont le développement qu'elle puisse se développer en une Union républicaine. Cette extension implique une coopération et l'appui de certaines personnalités appartenant à des formations non gaullistes, mais qui demeurent attachées à la personne du général de Gaulle.

On ne peut que constater et il convient d'observer que les conditions dans lesquelles pourraient fusionner ces formations gaullistes. C'est à cette fin que doivent prendre contact, dans le prochain mois, MM. Pierre de France, chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, Vallon et Capitain, représentants de l'U.D.T., Roger Dumas, secrétaire général de l'U.N.R., et Georges Franklin, président du comité d'action pour le soutien du général de Gaulle.

« les rafles et les sévices du temps de l'occupation ». Il appelle les Parisiens à « refuser la généralisation du racisme ».

● **L'UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE** déclare : « La prolongation de la guerre d'Algérie a entraîné l'aggravation de la politique de répression menée à l'égard des musulmans en France. Les dernières mesures prises à leur encontre, de caractère raciste et discriminatoire, créent un couvre-feu applicable à l'ensemble des Nord-Africains et écartent ceux-ci de toute vie normale. Elles aboutissent à des situations généralisées d'arbitraire et d'inégalité. Les exigences du maintien de l'ordre public, de la protection des services de police ne sauraient en aucun cas justifier que des atteintes aussi graves soient portées à la personne humaine et aux libertés les plus élémentaires. »

DES OUVRIERS EUROPÉENS DÉFILENT À BOULOGNE-BILLANCOURT

Dans diverses usines de la région parisienne des motions ont été signées pour protester contre les arrestations de musulmans.

A Boulogne-Billancourt une centaine de travailleurs européens, pour la plupart ouvriers chez Renault, ont défilé mercredi vers 18 h 30, près de la place Marcel Sembat, aux cris de « la paix en Algérie », avant de déposer une pétition à la mairie.

Une session extraordinaire du Conseil municipal réclamée par trente élus parisiens.

Trente conseillers municipaux — c'est le minimum requis — ont demandé mercredi soir la convocation du Conseil municipal de Paris en session extraordinaire. Les signataires (Action municipale, Indépendants, Centre républicain) désirent que le préfet de police fournisse des explications sur la façon dont se sont produits les événements de mardi et sur les conditions du maintien de l'ordre dans la capitale.

« La population sait la valeur des policiers parisiens, mais elle a droit à des explications », a dit M. Alain Griotteray (Act. munic.), rapporteur général du budget.

M. Frédéric-Dupont (Ind.) a rappelé que « le Conseil municipal n'avait jamais cessé de préconiser un programme de défense et avait voté les moyens susceptibles de l'appliquer ; mais c'est le refus d'une autorité de tutelle d'approuver les propositions du Conseil municipal qui a rendu plus difficile le maintien de l'ordre contre les meutes du F.L.N., avant-garde du communisme international ».

De son côté le groupe des élus communistes a demandé au préfet de la Seine d'« intervenir de toute urgence auprès du gouvernement pour que soient rapportées les mesures de couvre-feu imposées aux travailleurs algériens et à leurs familles, ainsi que la levée des arrestations opérées ».

Les incidents de mardi

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour nous signaler des faits dont ils ont été témoins dans la soirée de mardi.

Rue de Lille, l'un de nos correspondants a vu deux Algériens gravement blessés qui sont demeurés inanimés sur la chaussée pendant plus d'une heure ; le service d'ordre interdisait aux passants métropolitains de leur porter secours.

Un lecteur nous signale que lui-même et deux autres passants européens ont été blessés à coups de matraque, boulevard du Palais, par des agents.

Devant le commissariat du V^e arrondissement, un autre lecteur a vu des agents, alignés sur le parcours qui menait d'un car de police à la porte de l'immeuble, faire passer « sous une sorte de volée de coups de matraque méthodiquement assénés » un groupe de musulmans appréhendés.

LES COURS DU SOIR POUR LES MUSULMANS SONT SUSPENDUS DANS LA RÉGION PARISIENNE

À la suite du décès d'un ouvrier musulman fréquentant les cours du soir de l'école Pasteur à Gennivilliers, le ministre de l'Éducation nationale a décidé de suspendre dans la région parisienne ces cours qui s'achèvent, nuit, avant le couvre-feu (18 h 30).

Les instituteurs de cette école avaient déjà pris l'initiative d'interrompre leurs cours.

« Nous devons apprendre, nous écrivait-il, qu'une dizaine d'élèves, parmi les plus assidus et qui fréquentent notre établissement depuis plusieurs années, a été tué dans la rue, en revenant de nos cours. »

Depuis des années nous nous efforçons de voir et d'écouter nos élèves algériens, tunisiens ou algériens. Tous, aujourd'hui, subissent la même terreur. Ils ne peuvent plus venir à nos cours, car ils craignent pour leur sécurité et leur efficacité. Avec le changement complet de la situation, les Algériens ne peuvent plus venir à nos cours, car ils craignent pour leur sécurité et leur efficacité.

AU PALAIS-BOURBON

« Les rues de Paris ne seront pas laissées à l'émeute d'où qu'elle vienne », déclare M. Roger Frey

M. Frey, ministre de l'Intérieur, a fait mercredi soir au Palais-Bourbon une déclaration sur les manifestations de musulmans et les violents incidents dont elles avaient été l'occasion la veille en plusieurs points de Paris.

Dès l'ouverture de sa séance de l'après-midi, l'Assemblée nationale avait manifesté le désir d'entendre le gouvernement par la voix de MM. DJEBBOUR, député d'Alger, PORTOLANO, député de Bône (Unité de la République), et RENE SCHMITT (socialiste).

Seul au banc du gouvernement, M. CHENOT, garde des sceaux, était d'abord resté silencieux. Après une suspension de séance, le ministre faisait connaître que le gouvernement envisageait de faire très prochainement une déclaration devant l'Assemblée.

MM. RENE SCHMITT et PORTOLANO, puis M. BERGASSE (Ind.) insistèrent derechef pour que cet exposé intervienne le plus tôt possible.

Au début de la séance du soir, l'Assemblée, saisie de l'ordre du jour établi par la conférence des présidents, apprit que le ministre de l'Intérieur lui ferait vers 22 h 30, une déclaration non suivie de débat.

« Un orateur sera-t-il autorisé à répondre au ministre, et quel sera-t-il en ce cas ? », demanda M. RENE SCHMITT.

M. FREDERIC-DUPONT (Ind.), qui présidait, répondit qu'il donnerait la parole à M. Souchal (U.N.R.). (Vives exclamations sur de nombreux bancs.)

M. Schmitt proteste et affirme que le règlement a été violé. M. Frédéric-Dupont le conteste et, après un échange de répliques, déclare l'incident clos et invite l'Assemblée à passer à son ordre du jour. Mais sur les bancs des socialistes et de la droite, les pupitres claquent. Le vacarme est tel que M. Frédéric-Dupont suspend la séance.

Dix minutes plus tard, le calme étant revenu, l'Assemblée reprend la discussion du projet sur la fixation des prix agricoles. C'est à 23 h 15 seulement que le ministre de l'Intérieur peut monter à la tribune pour faire la déclaration annoncée.

Il constate qu'après le 29 août au 7 octobre cent deux attentats avaient été commis, faisant cinquante-deux tués et dix-neuf blessés chez les musulmans, onze tués et dix-sept blessés dans les rangs des forces de l'ordre ; que vingt-cinq gardiens de la paix avaient été tués depuis le début de l'année, et que du 1^{er} au 7 octobre un attentat avait été commis chaque jour contre la police ; les forces de l'ordre n'ont eu qu'un seul blessé depuis cette dernière date.

« Cela prouve, affirme le ministre, l'efficacité de nos décisions, et je serais tenté de croire que c'est beaucoup plus en raison de cette efficacité que du caractère soi-disant discriminatoire de nos mesures que le F.L.N. a voulu en obtenir la suppression grâce à des manifestations. »

« Les mesures visées l'empêchent de déplacer ses groupes de choc, de collecter des fonds, de tenir des réunions. Il a visé aussi un ensemble de dispositions prises au cours de l'été, notamment celles qui tendent au renvoi de tous les indésirables en Afrique du Nord et qui constituent pour lui une très grave menace. »

Cela dit, l'orateur indique que les services de renseignements avaient été informés que le F.L.N. avait donné l'ordre aux musulmans de Seine-et-Oise de se rassembler — ce, sous peine de représailles — en vue de manifester, en banlieue et dans Paris. Dès mardi matin, des musulmans arrêtés sur les grands boulevards, avaient été trouvés porteurs de consignes prévoyant, pour les jours suivants, des manifestations de commerçants, la violation systématique du couvre-feu et des manifestations de femmes. Immédiatement, la police fut renforcée par des C.R.S. et des gendarmes mobiles ; le Palais des Sports fut réquisitionné, l'ordre fut donné d'intercepter le maximum de manifestants aux portes et aux ponts de Paris.

L'objectif principal du F.L.N. était les Champs-Élysées ; mais une colonne de plus de cinq mille musulmans fut arrêtée au pont de Neuilly ; il y eut là deux morts et huit blessés par balles.

Sur un total de vingt-cinq mille manifestants, onze mille cinq cents ont été arrêtés et conduits dans des centres d'identification ; c'est un record dont la police se serait volontiers passée. Deux musulmans ont été tués et cent-trente-six blessés. Un officier de police, deux brigadiers, dix gardiens de la paix ont été blessés, et une centaine d'habitants.

« L'opération du F.L.N. avait été soigneusement préparée, poursuit le ministre. Sans la fermeté et la discipline des gardiens de la paix, des C.R.S. et des gendarmes, elle aurait pu se solder par un bilan plus sanglant. »

« Des consignes ont été données pour que dix compagnies républicaines de sécurité, ainsi que cinq compagnies de gendarmes mobiles soient mis à la disposition du préfet de police, afin de parer à de nouvelles manifestations prévues pour ce soir et demain. Il ne serait

pas tolérable que les rues de Paris soient livrées à l'émeute d'où qu'elle vienne. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

« Les mesures prises seront maintenues jusqu'à ce que nous soyons certains qu'on peut revenir à une situation normale. L'ordre public sera assuré. Les forces de police, qui combattent à visage découvert, ne seront pas inutilement exposées. »

« Le choix, pour le ministre, était difficile. Mais il était impossible d'hésiter entre des mesures qui ont un caractère provisoire et des vies à protéger. C'est ce que j'ai fait, et je le ferais encore si le même choix se présentait de nouveau à moi. » (Vifs applaudissements sur les bancs de l'U.N.R. et de nombreux bancs à droite.)

M. PORTOLANO, tout en se défendant de vouloir faire obstacle au droit de M. Souchal à la parole, déplore que la présidence n'ait pas usé de la faculté qui est la sienne de choisir entre les orateurs qui se sont fait inscrire pour répondre au gouvernement.

Montant à la tribune, M. SOU-CHAL signale que le F.L.N. a, de Tunis, revendiqué la responsabilité des manifestations de Paris et que le parti communiste français s'est « étonné » que la police ait fait son devoir en protégeant la

population parisienne. L'orateur voit dans les événements de mardi le prélude à des manifestations F.L.N. le 1^{er} novembre. Il déclare que le gouvernement a fait son devoir et rend hommage à la police. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

Nouveaux incidents

M. DJEBBOUR. — Les déclarations du ministre de l'Intérieur me paraissent quelque peu contradictoires. (Interruptions à l'U.N.R.) Il faut frapper fort et juste, mais n'est-il pas incompréhensible que le gouvernement engage une négociation avec le F.L.N. et donne en même temps l'ordre de frapper ses membres ? (Claquements de pupitres sur les bancs de l'U.N.R.)

M. SOU-CHAL. — Le gouvernement doit faire en sorte que cesse un vent de haine raciale... (Vives interruptions sur certains bancs à droite.)

L'U.N.R. applaudit. Une partie de la droite et l'Unité de la République invectivent contre M. Souchal quand celui-ci regagne sa place. C'est au milieu du bruit que M. FREDERIC-DUPONT donne acte au ministre de sa déclaration. Il a ensuite fort à faire pour obtenir de l'Assemblée qu'elle se calme et revienne au débat sur la fixation des prix agricoles.

ANDRÉ BALLEST.

LE G.P.R.A. : la manifestation a été organisée et contrôlée par le F.L.N.

Tunis, 19 octobre (A.F.P.). — Un porte-parole du ministère de l'Information du G.P.R.A. a indiqué mercredi soir que la manifestation d'Algériens qui s'est déroulée dans la nuit de mardi à mercredi à Paris « a été organisée, dirigée et contrôlée par le F.L.N. ».

Après avoir souligné que cette manifestation avait « gardé de bout en bout un caractère pacifique », le porte-parole a ajouté que les travailleurs algériens avaient tenu « à apporter leur soutien total aux mots d'ordre du G.P.R.A. lancés en vue de la journée nationale du 1^{er} novembre : pour l'indépendance de l'Algérie, a-t-il dit, pour le respect de son intégrité territoriale, pour la négociation immédiate entre le gouvernement français et le G.P.R.A. ».

Après avoir indiqué que le gouvernement français avait répondu « par des représailles collectives qui se sont traduites déjà par plus de douze mille arrestations », le porte-parole a ajouté que ces manifestations de masse prouvent « une fois de plus la maturité et l'unité de notre peuple ».

Il a en outre déclaré que ces manifestations n'étaient pas dirigées contre le peuple français, « mais contre le système colonial et ses honteuses pratiques racistes qui s'accroissent en Algérie comme en France ».

Il a conclu : « Puisse le peuple français comprendre enfin que son intérêt rejoint celui du peuple algérien et qu'il doit renforcer sa lutte pour imposer une négociation sérieuse. »





PARIS

ATHÈNES - TANANARIVE

Le 15 Octobre 1961 : La T.A.I. met en service ses Jet DC 8 sur la ligne PARIS-TANANARIVE via Marseille et Athènes. Vous avez donc le choix entre ce service hebdomadaire quittant Paris le dimanche (Paris-Tananarive 12 h. de vol) et le vol

Paris-Tananarive du mercredi passant par Nice et Djibouti. Profitez de l'exceptionnelle qualité de l'accueil et du service à bord, en Première Classe ou en Economique par Jet DC 8 T.A.I., en bonne compagnie.

Consultez votre agent de voyages : il vous conseillera.

TRANSPORTS AÉRIENS INTERCONTINENTAUX, P.R. 118, AÉROPORT DE PARIS-ORLY, P.O.R. 78-001